

## **Organisateur de l'activité**

- **Nom**  
Malinge
- **Prénom**  
Philippe
- **Adresse**  
23 impasse halgan
- **Raison sociale**  
EuropAgora

## **Informations pratiques**

- **Intitulé de l'activité**  
Association transnationale pour une réflexion pour une Europe sociale
- **Description de l'activité**  
Informations, newsletter, réseaux sociaux, colloques, comparaison des analyses sur l'Europe sociale dans les différents pays, mettre en liens des acteurs de différents pays européens.
- **Date et heure**  
2 octobre 2018 18h30- 20h30
- **Lieu**  
Nantes - Solilab
- **Nombre de participants**  
139

- **Catégories de publics présents**  
Divers, classes sociales disparates ( 84 présents et 55 qui ont suivi le Live)
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**  
Yvan Ricordeau - Confédération Européenne des syndicats /CFDT - Nadja Salson  
Fédération européenne des Services Publics - Modératrice : Martine Buron, Présidente  
de la Fédération nationale des Maisons de l'Europe.

## Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**  
Voir synthèse transmise
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**  
Attente sur le pilier des droits sociaux, sur une reconnaissance accrue du dialogue social, convergence sociale et fiscale ( ex. salaire minimum), développer les ICE, problématique du budget européen,
- **Pistes de proposition formulées**  
Renforcer les liens entre syndicats nationaux et européens, et avec les ONG européennes qui partagent nos valeurs, pour peser sur les programmes lors de l'élections prochaines et lutter contre la démagogie de tout bord.

## Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**  
Synthèse Colloque 2 octobre 2018

Les Cafés européens, Apéros citoyens !

Organisés par la CFDT, EuropAgora et les Maisons de l'Europe: 3 premiers débats et une promesse de continuer à échanger et à proposer, le 2 octobre 2018 à Nantes.

- De nombreux « militants » européens ont échangé avec Yvan Ricordeau, membre du Bureau Confédéral CFDT, chargé de l'international, Nadja Salson, membre du bureau d'Epsu, syndicat européen des Services Publics affilié à la CES, chargée notamment du dialogue social européen et Martine Buron, Présidente de la Fédération Française des Maisons de l'Europe.

- 84 participants présents plus 55 personnes ont suivies le Live, soit, en tout, 139 personnes.

- Questions préparées collectivement, témoignages, interventions ont nourri le débat.

Les Cafés européens : débats denses et utiles !

Morceaux choisis :

- Des convictions

- Si l'Europe sociale n'existait pas, il n'y aurait pas d'Union Européenne,
- Il faut regarder l'Europe avec des lunettes européennes et pas seulement françaises,
- L'Europe doit protéger et relever les défis des transitions, de la cohésion et de la démocratie,
- L'Europe sociale ne tombe pas du ciel, comme au niveau national, la mobilisation des forces progressistes est cruciale pour aboutir à des avancées,
- L'Europe sociale c'est aussi les forces syndicales qui la composent,
- Relancer l'Europe sociale, c'est faire redémarrer les démocraties.

- Des faits

De 2000 à 2015, l'Europe a cassé la dynamique du couple prospérité économique/prospérité sociale pour ne s'intéresser qu'à la question économique, Juncker a remis le social au cœur du projet européen mais ça pêche dans les actes. De nombreuses interventions sur la montée du populisme, sur la non-gestion des migrants ...

- La pédagogie, toujours la pédagogie

Utiliser les opportunités qu'offrent les Traités et être précis sur ce qui relève du domaine de l'Europe et du domaine des Etats,

- Quelques pistes pour renforcer l'Europe sociale et relégitimer l'Europe :

- Renforcer le socle européen des droits sociaux en faisant avancer les 3 directives en cours sur la conciliation vie professionnelle/vie personnelle, le contrat de travail, l'accès à la protection sociale,
- Imposer des actes dans le dialogue social sectoriel et global,
- Revendiquer un droit de grève européen,
- Revendiquer une Europe de l'accueil, s'engager dans l'ICE (initiative citoyenne européenne) sur le sujet et sur le rôle d'accompagnement du Service Public,
- Avancer sur les transitions notamment écologiques qui doivent être accompagnées pour les salariés concernés, avec la création d'un fonds dédiés à la transformation des métiers ; mobiliser toute la société civile et passer des alliances syndicats/Ong,
- Avancer sur un vrai budget européen,
- Il est demandé à la Commission de respecter les articles sur le dialogue social inscrits dans les traités européens.

Synthèse des échanges :

Rappel par Martine Buron modératrice du contexte de ces réunions :

- Consultations citoyennes encouragées par le président en vue de préparer un retour « d'idées » au Conseil Européen du 14 décembre pour les futures élections européennes 2019.
- Constat : la question de l'Europe sociale est considérée actuellement comme le « parent pauvre » de l'Europe. Cette réunion a pour but de se questionner sur cette thématique : L'Europe sociale existe-t-elle ?

Nadja pour EPSU (fédération européenne des services publics) et Yvan Ricordeau pour la confédération CFDT nous apportent à cette occasion leur éclairage.

Nadja Salson : Par sa présence Nadja affirme que l'Europe est aussi une affaire d'amitié (réponse invitation à Philippe M) et de mobilisations des personnes. L'Union

européenne est d'abord un projet politique. L'Europe sociale émane d'un combat des travailleurs et de leurs représentations.

Le dixième anniversaire de la crise financière nous rappelle une Europe essentiellement économique, ce qui ne nous convient pas !

L'obsession des suites de cette crise (avant tout bancaire) conduit à des mesures d'austérité demandées aux états membres, des coupes budgétaires, une exigence de baisse des dépenses publiques.

Plusieurs outils sont en appui des organisations syndicales européennes :

- La charte européenne des droits fondamentaux reconnaît les droits syndicaux,
- la reconnaissance de services d'intérêt général (justice, santé, éducation...),
- Des directives sociales,
- Une égalité des temps minimum de congés payés à 4 semaines en Europe.

Conclusion : Un besoin de communiquer sur nos actions sur le terrain social, et la défense d'une Europe protectrice des citoyens et accueillante (cf. l'immigration).

Yvan Ricordeau : Salut la triple initiative de la soirée : CFDT, Europagora, Maison de l'Europe.

Délégué pour la confédération sur l'Europe et l'International, il atteste de l'évidence de l'existence d'une Europe sociale. L'Europe sociale actuelle est encore largement insuffisante, mais c'est bien évidemment l'objectif du combat syndical !

- Historiquement, notre Europe actuelle s'est construite à partir de questions économiques avant les questions sociales, mais, néanmoins, le niveau européen propose déjà un fort niveau de protection,
- Il est à regretter que les 2 commissions Barosso, aient asséchées les discussions sur la question sociale,
- Claude Juncker s'est adressé récemment à la CES en ces termes : « Dans les enjeux futurs, il nous faut obtenir la note AAA au niveau social »,
- Le sommet de Göteborg a décidé d'un « socle européen des droits sociaux » et s'engage à aborder cette question lors de ses autres sommets,
- L'actualité a remis l'éclairage sur les textes contraignants en Europe (la directive Détachement des travailleurs). Une directive est en cours de discussion sur l'équilibre personnel/professionnel des salariés... mais des démocraties en crises politiques, ce qui interrogent sur le fonctionnement à venir de l'Europe ( cf. la Présidence Eu Hongroise).

Conclusion : L'enjeu est écologique, technologique, démocratique, et il faut poursuivre celui de protection des salariés d'autant plus nécessaire dans ces périodes de transition.

Témoignages d'échanges européens :

- Isabelle (Naval group) a participé à une rencontre avec des syndicalistes italiens et allemands en 2016. Une déconstruction des idées reçues des uns sur les autres (ex. richesse salariale des allemands)
- Jocelyn (Pôle Emploi) a bénéficié du même dispositif et a ouvert ainsi ses yeux sur l'Europe. Elle a mesuré également la place comparatives de toutes les politiques de l'emploi en France.

Eléments de débat :

- La CES regroupe tous les pays de l'UE et tous les pays demandeurs d'intégration. Elle se porte plutôt bien (reflet de la base d'adhérents),
- Elle est sortie d'une pure dénonciation de posture et à maintenant la capacité de peser sur ses propositions,
- Ses espaces de dialogue sont : la Commission européenne, le Parlement européen. L'interprofessionnel européen reste très difficile, en raison particulièrement des syndicats patronaux français qui y siègent.
- Le dialogue social sectoriel fonctionne plutôt bien.
- Il reste aux syndicats dans chaque pays à convaincre et à peser sur la question sociale européenne. Les futurs sommets européens en sont une occasion.
- La crise des démocraties nationales et les nouveaux enjeux d'aujourd'hui (écologiques, migratoires, poids de l'Europe dans le monde) doivent inciter à renforcer les solidarités et démarches collectives (initiatives citoyennes) qui permettent de déconstruire les idées reçues et d'influer les orientations des politiques européennes.

Quelles actions mobilisatrices ?

- Mai 2019, les élections européennes, une occasion particulière pour les OS afin d'interpeller les candidats. Par exemple, la transition des professionnels des métiers, dans le cadre de la transition écologique.
- Le RV des syndicats du G20 existe, il doit aussi exister autour des sommets européens.
- Autre occasion : le centenaire de l'organisation internationale du travail (OIT) qui va se tenir en France.
- La zone euro : un enjeu autour d'un budget commun européen.
- Renforcer le socle européen des droits sociaux en faisant avancer les 3 directives en cours sur la conciliation vie professionnelle/vie personnelle, le contrat de travail, l'accès à la protection sociale.
- Fixer des règles communes qui permettent la convergence (Cf. salaire minimum) et réduisent la concurrence entre pays et citoyens...
- Imposer des actes dans le dialogue social sectoriel et global.
- Revendiquer un droit de grève européen.
- Revendiquer une Europe de l'accueil, s'engager dans l'ICE (initiative citoyenne européenne) sur le sujet et sur le rôle d'accompagnement du Service Public.
- Interpeller les candidats aux élections européennes sur leur position vis à vis de ses transitions écologiques.
- mobiliser toute la société civile et passer des alliances syndicats/Ong.
- Avancer sur un vrai budget européen qui pourrait par exemple financer une assurance chômage européenne minimale.
- Attention : Utiliser les opportunités qu'offrent les Traités et être précis sur ce qui relève du domaine de l'Europe et du domaine des Etats. Réfuter les discours démagogiques, être précis : la réforme des retraites reste du domaine national, malgré la demande des syndicats, le sommet des ministres européens, le Président de l'Europe s'y opposent.

Les privatisations en Europe ?

Le principe d'ouverture à la concurrence reste un point majeur pour l'Europe. Il est difficile pour les services publics de tenir. Cependant le traité de Rome a

maintenu certaines compétences dans le giron des états (santé , éducation...) cela reste un appui.

Le dialogue social sectoriel ?

Dans le traité (art 153, 155), les partenaires sociaux doivent être obligatoirement consultés. Ainsi les conventions collectives santé et sécurité par exemple, ou bien la convention collective avec l'état sur le droit à l'information des salariés dans le cadre des restructurations, ont été introduites dans une directive... Mais il n'existe pas encore de droit de grève européen.

Sur l'immigration, une initiative citoyenne sous forme de pétition circule actuellement. Nadja nous invite à la signer. D'autre part EPSU travaille avec ses affiliés étrangers travaillant dans l'union européenne (ex Europe de l'Est).

La fiscalité des multinationales :

Une initiative d'EPSU, en partenariat avec OXAM et d'autres associations et syndicats sur l'entreprise Mac DO a permis de s'en prendre à la réputation de l'entreprise. Cette expérience d'action commune syndicats/ ONG/monde associatif est a développer.